

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 25/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE

200 rue de la Recherche
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : 2026-03-105
Code AIOT : 0006600628

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE implanté 1608, avenue Joliot Curie Zone industrielle de Saint-Césaire 30000 Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale « entrepôts couverts 1510 » consécutive au retour d'expérience de l'incendie industriel survenu à Rouen en septembre 2019. Les évolutions réglementaires qui ont suivi imposent de nouvelles mesures organisationnelles aux sites existants et, le cas échéant, de nouveaux dispositifs techniques. Le but de cette visite consiste donc en partie à vérifier par sondage le respect et la prise en compte des évolutions réglementaires précitées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE
- 1608, avenue Joliot Curie Zone industrielle de Saint-Césaire 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006600628
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUCHAN exploite un entrepôt de stockage pour l'approvisionnement des hypermarchés AUCHAN du Sud de la France. Les marchandises en transit dans l'entrepôt concernent les denrées non périssables, mais également des produits de bricolage, d'hygiène et de droguerie.

L'entrepôt est constitué de deux corps de bâtiments distincts: l'entrepôt initial (désigné Nîmes 1 et 2) d'une surface de 26 550 m², comprenant 3 cellules pour un volume de stockage d'environ 188 193 m³ et l'entrepôt dénommé Nîmes 3 d'une surface de 21 945 m², qui a été bâti en 2003 au Sud de l'existant et qui comprend 5 cellules permettant de stocker un volume de 219 380 m³.

Le volume total de l'entrepôt s'élève donc à 407 573 m³ permettant le stockage d'environ 35 180 tonnes de marchandises.

Le fonctionnement des installations est réglementé par l'arrêté préfectoral n°11.072N du 1er juin 2011 autorisant la poursuite de l'exploitation des deux entrepôts de stockage de matériaux et produits combustibles.

Les dispositions relatives à la gestion, l'organisation et les conditions de stockage, ainsi que celles relatives à la stratégie de lutte contre l'incendie ont été mises à jour par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°20-110-DREAL du 22 avril 2020 et n°2021-036-DREAL du 12 mai 2021.

S'agissant de la situation administrative, le classement ICPE du site a été actualisé en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2021 susvisé. L'entrepôt de la société AUCHAN relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, suite à la modification de cette rubrique par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. Les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont applicables à l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4	Sans objet
2	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
3	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11	Sans objet
4	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
7	Exercice de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
9	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier le respect d'un ensemble de prescriptions techniques relatives à l'activité logistique du site au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé : état des stocks, condition de stockage et détection et moyens incendie.

Aucune non-conformité n'a été relevée.

Des améliorations sont toutefois attendues en ce qui concerne l'état des stocks et le plan de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4
Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel, en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

Constats :

L'établissement dispose d'un logiciel informatique dénommé Infolog spécifique aux entrepôts logistiques, qui permet une gestion des stocks, des commandes et des ressources. Un second logiciel informatique a été développé par Auchan afin de pouvoir établir quotidiennement une extraction de l'état des stocks.

Ainsi, le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni un état des stocks à la date de la visite. L'état des stocks consulté répond aux exigences réglementaires de cet article. Toutefois, après analyse plus fine du document, ce dernier présente des anomalies comme:

- la mention d'une rubrique ICPE 999,
- des produits combustibles classés sous les rubriques 1530 (papiers et cartons) et 2663 (matières plastiques) alors qu'ils doivent relever de la seule rubrique 1510,
- des produits dangereux pour l'environnement classés 4511 et 4741 ainsi que des liquides combustibles et inflammables relevant respectivement des rubriques 1436 et 4331, entreposés dans l'entrepôt Nîmes 2, alors que ces produits doivent être stockés exclusivement dans deux zones spécifiques situées dans l'entrepôt Nîmes 1.

A noter que lors de la visite de terrain, il est constaté que deux produits choisis par sondage, relevant des rubriques 4331 et 4741, sont bien stockés dans les zones dédiées de l'entrepôt Nîmes 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre l'amélioration continue du logiciel qui permet d'obtenir l'état des stocks quotidien de l'entrepôt de Nîmes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond

ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m²,

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

[...]

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

Constats :

La visite de l'entrepôt a permis de constater que le stockage des produits est réalisé principalement en palettier dont la hauteur maximale de stockage n'excède pas 10 mètres. Par contre, dans la cellule n°1 de l'entrepôt Nîmes 3, le stockage des produits se fait en masse, car il s'agit de produits en transit dont la durée de stockage sur le site de Nîmes est de 24 h avant distribution vers les supermarchés Auchan. La visite de cette cellule a permis de vérifier que la hauteur de stockage et la largeur des allées entre les îlots sont respectées.

L'ensemble des cellules des entrepôts Nîmes 1/2 et Nîmes 3 est muni d'un système d'extinction automatique en toiture et dans les racks à chaque niveau de stockage (têtes de sprinklage intermédiaires) pour certaines zones spécifiques de stockage (liquides inflammables, aérosols et alcools de bouche).

La distance minimale d'un mètre nécessaire au bon fonctionnement du sprinklage est maintenue entre les stockages présents sur le dernier niveau de rack et la base de la toiture. L'exploitant indique que des restrictions concernant la hauteur de palettes ont été paramétrées dans le logiciel de gestion des stocks dans le but de respecter cette distance minimale.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Dans le cas d'un confinement externe, les

matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Le volume des eaux d'extinction incendie à confiner a été évalué dans le dossier de demande d'autorisation de 2003, à 870 m³ (volume qui correspond à la quantité d'eau nécessaire pour éteindre un incendie dans la cellule 3 de l'entrepôt Nîmes 3, pendant 2 heures).

Les eaux incendie sont confinées en premier lieu dans les cellules de stockage des entrepôts Nîmes 1/2 et Nîmes 3, le sol en béton étant étanche. Les eaux incendie sont ensuite dirigées vers les portes de quais et sont confinées au niveau des quais de chargement formant des zones en légère dépression par la fermeture manuelle de vannes martellières placées sur les réseaux d'eaux pluviales de voiries.

Les volumes de rétention de ces zones de confinement ont été vérifiés en 2017. Ainsi, la zone de quais de chargement/déchargement de l'entrepôt Nîmes 1/2 possède une capacité de rétention de 824 m³ et la zone de quais de l'entrepôt Nîmes 3 dispose d'un volume global de 1583 m³.

Quant à la cellule de stockage de liquides inflammables, les eaux d'extinction incendie sont collectées par deux regards munis de grille et reliés à une cuve enterrée en béton de 30 m³. Le bon fonctionnement des 3 vannes martellières (fermeture/ouverture) est vérifié tous les ans par le service de maintenance. Le dernier contrôle date de décembre 2025. Lors de la visite de terrain, il est constaté la présence d'un marquage au sol (croix blanche) permettant de repérer les regards dans lesquels sont placées les vannes martellières et d'une pancarte au droit des regards en question.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux entrepôts Nîmes 1/2 et Nîmes 3 sont équipés de détecteurs de fumées par aspiration de type VESDA. La centrale incendie (SSI) de l'entrepôt Nîmes 1/2 est installée dans l'entrée du bâtiment administratif et celle de l'entrepôt Nîmes 3 dans les bureaux implantés dans la cellule n°2. Les alarmes sont reportées à une télésurveillance 24 h/24.</p> <p>La détection actionne une alarme perceptible en tout point des bâtiments et la fermeture des portes coupe-feu du bunker (cellule de stockage des liquides inflammables) et de l'entrepôt Nîmes 3.</p> <p>Les dispositifs de détection incendie sont vérifiés tous les ans par la société ADI. Les derniers rapports d'intervention datés d'octobre 2025 ont été consultés en séance. Il est conclu que les matériels sont fonctionnels.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de</p>

manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Constats :

Les moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site sont les suivants :

- 6 poteaux incendie d'un débit unitaire de 100 m³/h implantés en périphérie des bâtiments et alimentés par le réseau d'eau de ville;

- une réserve d'eau d'environ 1200 m³ munie de 4 raccords pompiers et d'une plateforme d'aspiration. L'appoint en eau de la cuve se fait automatiquement sur le réseau d'alimentation en eau potable de la commune;

- une colonne sèche au droit de la cellule n°5 de l'entrepôt Nîmes 3;

- des extincteurs et RIA répartis à l'intérieur des bâtiments, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les entrepôts Nîmes 1/2 et Nîmes 3 sont également équipés chacun d'une installation d'extinction

automatique d'incendie distincte. Le système de sprinklage de Nîmes 1/2 est alimenté par deux cuves de 342 m3 grâce à deux groupes motopompes, tandis que le système de sprinklage de Nîmes 3 est alimenté par deux cuves de 422 m3 reliées aussi à deux groupes motopompes. Les moyens de secours sont maintenus en bon état et contrôlés tous les ans par des organismes extérieurs. Les rapports d'intervention relatifs aux derniers contrôles annuels ont été vus en séance et n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

Le site dispose de 3 IBC de 1 m3 d'émulseur tenus à la disposition des pompiers. Sur leur recommandation, l'exploitant a remplacé en 2025 l'émulseur par un autre émulseur exempt de PFAS. La fiche technique du nouveau produit a été consultée: elle mentionne bien que l'émulseur n'est pas fluoré et est 100% biodégradable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

<p>L'exploitant a défini dans son dossier de demande d'autorisation de 2003, ses besoins en eau selon le « Guide pratique – Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (Calcul D9)". Le débit calculé est au maximum de 435 m³/h soit 870 m³ pour deux heures.</p> <p>Les moyens disponibles sur le site - 6 poteaux incendie pouvant débiter un débit unitaire minimal de 100 m³/h (les résultats des mesures de débit des 6 poteaux de novembre 2025 attestent des débits compris entre 105 et 139 m³/h) et une réserve d'eau de 1200 m³ - couvrent largement ce besoin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exercice de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier exercice de défense incendie réalisé avec la collaboration du SDIS 30 date du 4 mars 2025. Le scénario joué a porté sur la simulation d'un incendie dans la cellule de stockage des liquides inflammables, dit "bunker".</p> <p>A l'issue de l'exercice, un compte rendu a été rédigé par l'exploitant. Le bilan de cet exercice fait état d'axes d'amélioration tels que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - intégrer dans le plan de défense incendie (PDI), un plan des cantons de désenfumage de l'entrepôt N1/2, - re-former les guide-files et serre-files - sensibiliser les équipiers de premières intervention (EPI) sur leur rôle à intervenir rapidement en cas d'incident. <p>L'ensemble des remarques soulevées a été pris en compte par l'exploitant. Le PDI a été complété par le plan demandé (cf. fiche de constat n°8) et les équipiers de première intervention (EPI) ont reçu au cours de l'année 2025 un recyclage des formations "Équipiers de première intervention" et "Évacuation" dispensées par l'organisme Bealink LMS. Les feuilles d'émargement des personnes ayant suivi les deux formations et le contenu de ces formations ont été fournis ultérieurement à la visite d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
Constats : L'établissement dispose d'un Plan d'Opération Interne depuis 2004. Suite à la modification de la

<p>réglementation ICPE en ce qui concerne les entrepôts, l'exploitant a établi un Plan de Défense Incendie (PDI) en 2021.</p> <p>La dernière version du PDI datée de février 2026 a été consultée en séance. L'exploitant a intégré l'ensemble des plans demandés, notamment le plan localisant les murs coupe-feu et écrans thermiques, les vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales ou encore les cantons de désenfumage et les commandes d'ouverture des exutoires de fumées.</p> <p>Pour que le PDI réponde entièrement aux attendus de cet article, l'exploitant devra compléter ce document avec la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, ainsi que les mesures compensatoires définies qui sont nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie et en limiter ses effets durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>L'inspection note que l'exploitant possède un document intitulé "Installation d'extinction automatique - Procédure à suivre en cas de dysfonctionnement" daté du 1er février 2018 et établi pour tous les entrepôts AUCHAN.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le Plan de Défense Incendie une fois complété avec les éléments demandés. La procédure sus-citée transmise à l'inspection suite à la visite et mise à jour éventuellement, pourra être intégrée au PDI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Effets thermiques sur les tiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant disposait d'une étude de dangers (EDD) datée de juin 2003 pour l'entrepôt Nîmes 3 et d'une étude de dangers datée d'avril 2010 pour l'entrepôt Nîmes 1/2.

Suite à des modifications apportées aux installations existantes, les scénarios d'incendie étudiés dans les deux EDD sus-citées, ont été actualisés en février 2019 s'agissant des cellules n°1 à 4 de l'entrepôt Nîmes 3, en février 2021 pour la cellule n°5 de l'entrepôt Nîmes 3 et en mars 2024 pour l'entrepôt Nîmes 1/2 (en particulier la cellule spécifique aux liquides inflammables).

Les modalités réalisées dans le cadre des différentes mises à jour, permettent de répondre aux exigences de cet article.

Les distances correspondant à des effets thermiques de 8 kW/m² (seuil des effets domino) restent comprises dans les limites du site quelle que soit la modélisation réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite